

Mention Gestion des territoires et du développement local

RNCP31056 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128, 121g, 120
Code(s) ROME	K1802
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/01/2020

Certificateur(s)

Université Paris-Saclay

<http://www.universite-paris-saclay.fr/fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Conduire et suivre des projets opérationnels en matière de développement local, territorial, soutenable, de transition des territoires, de prise en compte notamment des questions écologiques.
- Mettre en œuvre d'études préalables et diagnostics dans le cadre de projets locaux, territoriaux
- Élaborer des réflexions prospectives, des définitions de stratégies et d'orientations prioritaires
- Accompagner dans la mise en œuvre des politiques publiques
- Utiliser des techniques d'enquête et de traitement des données
- Appliquer les règles et procédures en matière de développement local, territorial.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences professionnelles

Ce professionnel est capable de :

- Conduire des projets territoriaux (diagnostic, appel d'offre, calcul économique, évaluation)
- Mettre en œuvre des méthodologies de recherche
- Accompagner le changement et faciliter l'évolution stratégique
- Concevoir et mettre en œuvre de procédures et d'outils d'évaluation et de décision
- Développer concertation et dialogue avec les parties-prenantes et la société civile
- Concevoir et mettre en œuvre de stratégies d'intégration de la responsabilité sociale des entreprises et des organisations
- Concevoir et mettre en œuvre des outils de mise en débat des futurs : évaluation, scénarios, prospective...
- Concevoir des stratégies à partir des outils d'Information, de communication et de sensibilisation
- Concevoir la médiation des connaissances grâce à des outils d'aide à la délibération et à la décision.

Et selon le parcours choisi en M2 :

- Détecter les principaux problèmes des risques.
- Évaluer les coûts et les impacts sur la santé et l'environnement.
- Fonder les décisions par le calcul économique.
- Mettre en place des programmes de prévention des risques.

- Gérer les situations post-accidentelles et maîtriser les risques en relation avec la problématique du développement des territoires.
- Réaliser un diagnostic Qualité Sécurité Environnement et identifier les risques.
- Mettre en place une gestion stratégique des systèmes d'information dans une approche risque.
- Monter les projets et programmes énergétiques dans une optique de transition énergétique et de développement durable.

Compétences transversales et linguistiques

- Réaliser des synthèses sur les normes applicables à l'entreprise, aux organisations territoriales, aux associations, etc. et les mettre en œuvre
- Exprimer par écrit ou oralement une problématique dans leur langue maternelle ou en langue anglaise (voire dans une autre langue)
- Évaluer et s'auto-évaluer dans une démarche qualité.
- Travailler de manière autonome
- Travailler en équipe (avec des juristes comme avec des non-juristes)
- Animer des réunions de groupe
- Travailler en anglais
- Rédiger des cahiers des charges, des rapports, des synthèses et des bilans.
- Rédiger des documents (contrats, études, recherches...)

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Secteurs d'activités

Les entreprises, les collectivités territoriales, les institutions publiques, les organismes consulaires, les associations, le conseil et l'expertise, etc.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Types d'emplois accessibles

- Chargé de mission en développement durable (administration et gouvernance territoriales, stratégie d'entreprise...) ; chargé de mission démocratie locale et agendas 21...
- Responsable des services « à risque » en milieu industriel ou du secteur tertiaire
- Chargé de la gestion de l'environnement et des risques. Responsable étude et analyse du risque des entreprises dans les compagnies d'assurances
- Conseiller environnement ; Consultant-expert environnement ; Conseil ou audit en gestion du risque ; conseil en concertation : conception, accompagnement, évaluation
- Conseiller chargé de la veille prospective et de l'évaluation de projets et de politiques ; chargé de l'évaluation des risques
- Chargé d'études (études socio-économiques ; études de danger ; organismes de coopération internationale, agences de développement, ONG)
- Chargé de projet au sein de structures administratives des pays émergents en matière de développement
- Chef de projet dans le domaine de l'environnement et du développement durable
- Médiateur dans le domaine de l'environnement et du développement durable.
- Chargé de communication environnement et du développement durable.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Sans objet

Marché du travail

La DARES et France Travail ne publient aucun indicateur sur les familles professionnelles auxquelles ce périmètre se rattache.

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Le jury est composé d'enseignants de l'équipe pédagogique et de professionnels

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP

COMPOSITION DU JURY — VAE

Au moins 2 professionnels (personne ayant une activité principale autre que l'enseignement) et une majorité d'enseignants-chercheurs

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/01/2020

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/31056/>